

N° 5230<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

**PROJET DE LOI****autorisant l'aliénation, par voie de vente de gré à gré,  
d'une propriété domaniale située à Luxembourg-Kirchberg**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(25.11.2003)

Par dépêche du 4 novembre 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a saisi le Conseil d'Etat du projet de loi susmentionné.

Le projet de loi, élaboré par le ministre du Trésor et du Budget, était accompagné d'un exposé des motifs ainsi que d'un commentaire des articles.

\*

**CONSIDERATIONS GENERALES**

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à vendre au Parlement européen, de gré à gré, le bâtiment Konrad-Adenauer qui est situé au plateau de Kirchberg. La vente se situe dans un contexte plus large: un accord politique conclu entre le Gouvernement et le Parlement européen, daté du 9 juillet 2003, vise à résoudre les problèmes immobiliers du Parlement européen à Luxembourg en lui donnant les moyens de concentrer à terme l'ensemble de ses services sur le site de Luxembourg dans le bâtiment Konrad-Adenauer. La vente prévue constitue la première étape d'exécution de l'accord; la seconde portera sur l'extension du bâtiment Konrad-Adenauer et l'acquisition de cette extension par le Parlement européen; la troisième portera sur la location des deux tours de la „Place de l'Europe“ par le Parlement européen.

Pour ce qui est du terrain sur lequel est implanté le bâtiment Konrad-Adenauer, l'Etat cédera au Parlement européen un droit de superficie, pour le prix symbolique de 1 euro et pour la durée de 49 années pouvant être renouvelée une seule fois.

Le coût de la transaction portant sur le bâtiment lui-même est chiffré à 60,4 millions d'euros par l'exposé des motifs, de sorte que l'autorisation spéciale de la Chambre des députés est requise – comme le relève le commentaire de l'article 1er – en vertu de l'article 99 de la Constitution et du fait que la valeur de l'aliénation dépasse le montant prévu à l'article 80 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

L'opération projetée répondant manifestement aux intérêts des deux parties en cause, le Conseil d'Etat peut marquer son accord de principe avec le projet de loi.

\*

## EXAMEN DES ARTICLES

### *Article 1er*

Sans observation.

### *Article 2*

Le Conseil d'Etat suggère de lire cet article de la façon suivante:

„**Art. 2.**– Le produit de la vente est porté en recette du budget de l'Etat.“

La marge laissée entre „prix de vente“ et „produit de la vente“ permettra de tenir compte des frais éventuels liés à la vente qu'il s'agira de régler avant la comptabilisation du solde.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 25 novembre 2003.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES